

[Text]

feel that a civil servant or a career diplomat can give the kind of advice or have the kind of understanding of the political process in the United States that a man who has political experience can.

In concluding, I say: first of all, it is something that we should look at very closely and that I hope the Canadian members of Parliament will look at much more closely. I remind you that there are possibilities which might be pursued. For instance, the American Political Science Association received a grant two or three years ago of \$47,000 from a foundation to set up an exchange of legislators and legislative assistants. I thought this was a very welcome opportunity. A member of Parliament could go and spend some time on Capitol Hill and see how the Congressional system works and Americans could come up here and do the same. This would also apply to legislative assistants of whom they have many more than you do because of their more extensive budget.

Unfortunately, and I think this is rather symbolic, this exchange never come about. For three years people talked about it. Somebody came up here to Ottawa and somebody went down to Washington. After three years the foundation just got impatient and is now withdrawing the money. It is a pity. It would have been in Canada's interest and I hope that some other possibilities might be developed. Mr. Chairman, those are my remarks for the moment.

The Chairman: Thank you very much, Professor Thomson. I have Mr. Thompson, Mr. Buchanan, Mr. Gibson and Mr. Yewchuk. Mr. Thompson.

Mr. Thompson (Red Deer): Thank you, Mr. Chairman. Professor Thomson, obviously you could not deal with the structural organization of the American government as far as Canadian affairs are concerned in the same detail that you did in your brief.

You mentioned that in the State Department, Canada's desk is within the Department of European Affairs and that there had been an effort to try to establish Canada's own department with an assistant secretary of state. You said also that as a rule, Canada's priority is well down in the pecking order of

[Interpretation]

notre point de vue. J'ai eu l'audace de proposer dans mon mémoire qu'il serait souhaitable que nous ayons à l'ambassade canadienne à Washington un spécialiste sur la politique américaine. Je ne crois pas qu'un fonctionnaire ou qu'un diplomate de carrière puisse donner les conseils ou avoir le genre de compréhension du système politique américain qu'un homme versé en sciences politiques pourrait avoir.

Je conclus en disant que premièrement nous devrions étudier la question de très près et j'espère que les membres du Parlement canadien agiront en ce sens. Je vous rappelle qu'il y a de nombreuses possibilités que l'on pourrait poursuivre. Par exemple, l'*American Political Science Association* a reçu une subvention, il y a deux ou trois ans, de \$47,000 d'une fondation établie, afin de mettre sur pied un échange entre les députés et leurs assistants législatifs. Il me semble qu'il y a là une bonne occasion pour un membre du Parlement de passer quelque temps au Capitole et de voir vraiment comment fonctionne le système du Congrès américain. Par ailleurs, les Américains pourraient venir ici et faire de même. Cette façon de procéder pourrait aussi s'appliquer aux adjoints parlementaires qui sont en plus grand nombre aux États-Unis en raison de leur budget plus considérable.

Malheureusement—et je crois que c'est symbolique—ces échanges ne se sont jamais produits, bien que pendant trois ans on en ait discuté. Un délégué est venu ici au Canada à Ottawa et nous avons envoyé un délégué à Washington. Au bout de trois ans, leur fondation est devenue impatiente et, en ce moment, elle est en train de cesser ces subventions. C'est bien dommage. Ces échanges auraient été dans l'intérêt du Canada et j'espère que quelque autre possibilité se présentera. Voilà mes remarques pour le moment, monsieur le président.

Le président: Merci beaucoup, professeur Thomson. MM. Thompson, Buchanan, Gibson et Yewchuk prendront la parole chacun leur tour. Tout d'abord, monsieur Thompson.

M. Thompson (Red Deer): Merci, monsieur le président. Évidemment, professeur Thomson, vous n'avez pu traiter de l'organisation structurelle du gouvernement américain en ce qui a trait aux affaires canadiennes d'une façon aussi approfondie que vous l'avez fait dans votre mémoire.

Vous avez mentionné qu'au sein du ministère d'État le pupitre du Canada se trouve au sein du Secrétariat d'État, les affaires du Canada relève de la division des Affaires européennes et qu'il y a eu un effort en vue d'établir le ministère des affaires canadiennes avec son propre secrétaire d'État adjoint. Vous avez dit aussi